

Le libertaire

hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un lieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an	6 fr. »
Six mois.....	3 fr. »
Trois mois.....	1 fr. 50

ADMINISTRATION ET RÉDACTION PARIS — 15, Rue d'Orsel, 15 — PARIS

La Rédaction
à SILVAIRE

L'Administration
à Pierre MARTIN

ABONNEMENTS POUR L'EXTÉRIEUR

Un an.....	8 fr. »
Six mois.....	4 fr. »
Trois mois.....	2 fr. »

Le Socialisme Chauvin.

L'organe de l'*« énergie française »*, la *Culture physique* (revue bi-mensuelle) voudrait voir tous les Français devénir des athlètes. C'est fort bien, direz-vous. Oui, mais pour quel but ?

L'idéal de la *Culture physique*, c'est l'esprit de conquêtes sanglantes, c'est le culte de la force brutale, et la « revanche » ne suffit pas à ces chauvinards exaspérés que sont ses collaborateurs.

Or, c'est cette revue qui vient de publier (numéro du 15 mai) l'apologie du projet de loi formulé par Jaurès dans son livre récemment paru : *L'Armée nouvelle*. Il ne peut être, n'est-ce pas ? de meilleure ni de plus cinglante critique que pareille apologie. C'est pourquoi nous croyons devoir citer les passages essentiels de l'article.

Voici d'abord la substance du projet de loi :

Une éducation préparatoire est constituée pour les enfants et adolescents de l'âge de dix ans à l'âge de vingt ans. Elle sera avant tout une éducation de santé et de souplesse, par la gymnastique, la marche, les mouvements rythmés, les jeux d'adresse et de vitesse, les exercices de tir. Cette éducation physique sera dirigée et contrôlée par les officiers et sous-officiers des unités intéressées, par les instituteurs des écoles publiques et privées, par les médecins locaux et par un conseil de perfectionnement militaire de trente membres élus sur le territoire de recrutement de chaque régiment au suffrage universel, comprenant des représentants de toutes les armes.

Dans les treize années de service actif qu'ils auront à fournir — après leur passage à l'école des recrues — ces soldats seront convoqués huit fois pour des exercices et manœuvres.

Le nombre des camps d'instruction sera quadruple.

Les officiers et sous-officiers, les conseils de perfectionnement militaire, s'efforceront, en dehors des manœuvres obligatoires, de multiplier les exercices volontaires de marche et de tir.

Chaque soldat a, à domicile, ses vêtements militaires. Il en est péculièrement responsable.

Des dépôts d'armes sont institués et entretenus sous la garde et la responsabilité des autorités civiles et militaires dans les chefs-lieux de canton et dans les communes les plus importantes.

Dans les départements de la région de l'Est, chaque soldat aura ses armes à domicile.

Des dépôts d'artillerie et de cavalerie seront distribués dans la région... Des centres d'aviation y seront également créés... Nul ne pourra recevoir les diplômes de médecin, d'avocat, d'ingénieur, d'instituteur, s'il n'est muni du diplôme d'études militaires....

Comme les voilà bien, écrit M. Albert Surier (le directeur de la *Culture Physique*), la duplicité et la diuperie de la politique ! Hé quoi ! user tant de talent, tant d'art, une puissance de travail et d'activité colossale pour prêcher la paix, la paix malgré tout, et en arriver à la construction de cette formidable machine de guerre !

Car c'est une machine de guerre à nulle autre pareille qui est sortie de la pensée de Jaurès. Et contre qui Jaurès tourne-t-il ses préoccupations de patriote soucieux ? Contre l'Allemagne. C'est dans la région de l'Est que l'organisation militaire par lui revêtue atteindra son plus haut potentiel. Dans l'âme de Jaurès, l'instinct de race a repris le dessus sur la rhétorique du politicien, et l'a emporté sur l'intérêt de parti et la dialectique mensongère de la politique.

A lire son projet, il me semblait entendre Carnot lui-même exposer au Comité de Salut public un plan méthodique et complet de militarisation de la France. Notre pays ne serait plus qu'un immense camp retranché ; à la moindre alerte il se dresserait d'un jet contre l'envahisseur.

Et après ?... Jaurès s'imagine-t-il qu'en tiendrait la et qu'une fois ce torrent déchainé sur l'arrêterait d'un geste au ruban des frontières ? Une fois qu'on les aurait (les Allemands) rejetés de l'autre côté du Rhin, nous devrions les laisser tranquilles et leur permettre tout à loisir de recommencer un peu plus tard leurs tentatives criminelles. Quelle est la nation qui consentirait à jouer ce rôle de dupes ? Qui paierait les frais ? Et comment pourrions-nous obliger les vaincus à payer, sinon en pénétrant chez eux et en y imposant la loi

du plus fort ? Et comment cela s'appelle-t-il, si ce n'est la conquête, l'affirmation souveraine et brutale de la force ?

L'histoire recommanderait. On ne joue pas impunément avec la force débridée ! Quand l'élan serait donné, ce ne serait pas avec des discours qu'on l'arrêterait. Mais bientôt imprévisible, vraiment, serait l'Europe si elle assistait indifférente à la formation chez un peuple de telles vertus guerrières.

La France y est poussée (vers cette organisation) parce que la faiblesse de sa nature l'oblige de plus en plus à chercher dans la valeur de l'unité représentée par le citoyen-soldat une compensation à son infériorité numérique.

L'époque présente, si fertile en surprises, nous ménageait pourtant cet étonnement de voir l'illustre leader du parti socialiste unifier à la facace de Lycourge et dresser, dans une humanité qu'il ne cesse de convier à la paix, une nation militarisée aussi intégralement, préparée à la guerre.

J'ai souvent entendu MM. Briand et Jaurès discuter avec ardeur sur la question des milices. M. Briand était contre les milices, parce que, disait-il, elles sont la militarisation complète du pays. Jaurès pensait, au contraire, par leur création, le démilitariser. Il est bien évident que dans l'occurrence, l'ancien président du conseil était un meilleur logicien que le directeur de l'*Humanité*.

**

Certes ! Et l'article de M. Surier est loin, lui aussi, d'être dépourvu de logique. Mais que dire après cela de cette autre apologie parue dans la *Guerre Sociale* sous la signature du *Sans-Patrie* ? Pour celui-ci, la conception de Jaurès est si belle qu'il n'en imagine pas d'autre à appliquer à la République sociale de demain, une fois la révolution accomplie. » Et l'homme du drapeau dans le fumier a osé, à ce propos, écrire :

Quant aux militaires professionnels, sous-officiers et officiers, je ne connais pas de livre qui puisse autant (que l'*Armée nouvelle*) leur faire aimer l'idéal démocratique et les inciter à étudier de plus près le socialisme et le syndicalisme. Ils n'y trouveront pas un mot qui puisse offusquer leur patriotisme, si chatouilleux qu'il soit, pas un mot susceptible d'entamer l'amour qu'ils peuvent avoir de leur métier, pas un qui menace leurs intérêts personnels, leur situation actuelle, leurs droits acquis.

Pour un livre, ce sont là bien des mérites. »

**

Touchant accord du socialisme de droite et de gauche et du chauvinisme le plus exalté !

Mais ce n'est pas cela qui nous dérange — au contraire ! — dans notre vieille propagande contre les concepts barbares du militarisme et du patriotisme sous toutes leurs formes, ni dans nos appels à la solidarité des exploitées de tous les pays, ni dans nos exhortations à la révolte, dont l'esprit si plein de promesses pénètre déjà un peu partout grâce à nos efforts passés — et à ceux des insurrectionnels eux-mêmes.

Nous ne cesserons pas d'opposer de proclamer notre conception libertaire : à savoir que l'homme a pour devoir essentiel envers lui-même de se développer intégralement, c'est-à-dire dans le triple sens physique, moral et intellectuel ; d'exalter et émboîter ses facultés ; d'acrétoire le sentiment de sa dignité, de sa fierté d'être libre, égal à quiconque. Et ainsi, poussant toujours avec plus de force à la roue de l'évolution civilisatrice, nous avons conscience de travailler à ébranler l'humanité sur l'inflexible voie — par conséquent la plus courte — qui conduit à l'émancipation de toutes les servitudes, de toutes les dictatures avilissantes.

Pamphile.

Les jeunes militants libertaires et anarchistes se trouveront au LIBERTAIRE, 15, rue d'Orsel, le mercredi 24, à 9 heures. Question de la plus grande importance.

Tous les lecteurs du « Libertaire » et des « Temps Nouveaux » sont invités à la réunion qui aura lieu le lundi 22 mai, à 8 h. 1/2 du soir, au siège de « La Vie Ouvrière », 96, Quai Jemmapes.

ORDRE DU JOUR : Crédit d'un Groupe de Défense des Affaires GRANDJOUAN et SAGRISTA.

Pour nos Frères les Paysans Mexicains

LE MEXIQUE

EST EN PLEINE REVOLUTION !

Porfirio Diaz, maître absolu depuis plus de vingt ans, voit chanceler sa dictature. Son départ n'est qu'une question de jours. Pourtant la révolution mexicaine n'est pas finie : elle n'est qu'à ses débuts.

Diaz avait affaire à deux adversaires : le millionnaire Madero et le Parti libéral.

L'un, Madero, est un bourgeois sans programme et sans idéal. Il n'aspire qu'à être Président de la République. Depuis la prise de Juarez, il ne songe qu'à se livrer à des

machandages de tout genre.

IL NE NOUS INTERESSÉ PAS.

Le Parti libéral, au contraire, est un parti révolutionnaire. Son emblème est le DRAPEAU ROUGE, son cri de guerre « Terre et Liberté ». Il veut exproprier les grands propriétaires, il veut rendre la terre aux paysans.

Depuis les débuts de la révolution, c'est lui qui, a tout fait tandis que Madero n'osait quitter la frontière américaine ; le Parti libéral a fait surgir l'insurrection sur tout le pays.

Dans chaque province, les paysans soulèvent les propriétaires, s'emparent des terres et les cultivent pour eux-mêmes !

Il affirme par le fait ce droit au TRAVERS LIBRE.

Mais la lutte sera dure.

Madero aura l'appui des gouvernements étrangers et de la finance internationale. Dans ces pays d'Amérique où l'on a toujours l'œil fixé sur l'Europe, c'est là une aide considérable. Nous devons la neutraliser.

Contre l'appui que trouvera Madero auprès des bourgeois, le prolétariat doit répondre en affirmant sa solidarité avec les paysans expropriateurs.

Contre les ressources que trouvera Madero auprès de la Haute Banque, nous devons apporter notre aide à la Commission Exécutive du Parti libéral.

GEST L'EXPROPRIATION EN GRAND QUI SE PRÉPARE AU MEXIQUE LE PROLETARIAT FRANCAIS COMMUNISTE ET REVOLUTIONNAIRE NE PEUT S'EN DESINTERESSER.

CONTRE TOUS LES CANDIDATS A LA PRÉSIDENCE !

POUR LA TERRE ET LA LIBERTÉ A NOS FRÈRES LES PAYSANS MEXICAINS.

Venez au grand meeting, samedi soir, 20 mai, à 8 h. 1/2, salle de la Bellevilloise, 23, rue Boyer.

Orateurs : Griffuelhes, Delaist, Beaulieu. Entrée : 0 fr. 30 pour les frais.

Au prochain numéro :

Eclaircissements sur l'assassinat de Ferrer, par Charles Malato.

Les Milices

La « nouvelle armée », chère à Jaurès, fonctionne en Suisse. Est-elle moins au service du capital que l'autre ? Est-elle moins dirigée contre la classe ouvrière ? Pas du tout, et on l'a bien vu l'autre jour, à Zurich, à propos de la grève des maçons.

Au premier prétexte, bataillons sur bataillons ont été mobilisés : fusiliers, carabiniers, guides, dragons ont envahi Zurich, sans préjudice d'une nuée de policiers, pour maintenir l'ordre « un instant menacé, c'est-à-dire pour massacrer démocratiquement les ouvriers qui persisteront à faire valoir leurs droits ».

Tel est l'ordre bourgeois, en attendant l'ordre socialiste.

parmi nous comme un soulagement et une reprise de confiance en soi-même.

De même qu'en Espagne il existe un Sagrista, prisonnier qu'il faut arracher à ses geôliers, en France il faut empêcher la justice de sévir contre un de nos plus purs artistes qui est en même temps un de nos plus sûrs amis.

L'affaire Sagrista continue. L'affaire Grandjouan commence.

Pour Sagrista

Les Français manquent de persévérance. Ils savent que Sagrista est prisonnier et que peut-être un léger effort suffirait à le libérer, mais ils n'ont pas la volonté de continuer l'œuvre entreprise, sans défaillance, sans relâchement. Un meeting a eu lieu ; l'auditoire était nombreux.

Il faut qu'un autre suive et qu'une campagne sérieuse soit commencée par tous les groupes et journaux d'avant-garde.

Si nous nous mettions à la place de Sagrista qui se sait retiré du monde pour neuf années, nous comprendrions toute l'angoisse qui doit le posséder à la pensée qu'il est seul, abandonné de tous, et que plus personne ne s'intéresse à son sort. Il faut agir au plus tôt. Or alors la solidarité internationale n'est qu'une vieille rengaine bonne à mettre au rancart.

E. S.

Les poursuites contre « La Voix du Peuple »

C'est le numéro spécial du conseil de révision paru le 6 mars qui est poursuivi en les personnes de Vignaux, gérant, et Grandjouan, dessinateur. Les passe-temps retenus par les inquisiteurs républicains sont les suivants que nous nous faisons un plaisir de reproduire.

D'abord celui-ci :

« Jeune conscrit, dans quelques mois, à la caserne, on essaiera de faire de toi un fidèle défenseur de la Patrie de tes maîtres. Comme on ne pourra te convaincre, on tentera de te prendre par le sentiment.

« Tes chefs te vanteront les hauts faits d'armes de l'armée française au cours de l'histoire ; ils te la présenteront sous un jour favorable, laissant dans l'ombre ses brigandages et ses méfaits.

« Pour te mettre en garde contre un enthousiasme irréfléchi, lis donc attentivement les lignes ci-dessous extraites d'un rapport adressé à l'empereur d'Allemagne par un prince palatin à la suite du sac d'Heidelberg :

« Plus de cent cinquante personnes des deux sexes sont mortes sous les coups de hussards et de bâtons infligés par les Français ; plus de cinquante jeunes filles, dont beaucoup au-dessous de douze ans, sont décédées par suite de la brutalité de ces soldats qui, en outre, ont fendu avec des sabres le ventre à plusieurs femmes enceintes ; ils ont pillé les bourgeois, en ne leur laissant pas même leurs chemises, et cela en plein hiver : ils ont coupé deux cents arbres fruitiers, ruiné les vignes et les champs de blé, détruit les puits et les fontaines.. »

Ensuite :

« L'armée est l'école du vice, du crime et de la lâcheté. »

Enfin un article intitulé « s'il y a la guerre, que ferons-nous ? »

Il y a deux dessins poursuivis ; l'un celui de première page, représente un jeune soldat que l'on revêt des frusques militaires ; il porte comme légende : *L'autorité* : Voici d'abord un képi pour te comprimer le cerveau.

Le capital : Voici ensuite une livrée à boutons d'or pour que tu te souviennes que tu es à notre service.

La Patrie : Voici un pantalon rouge afin que tu puisses marcher même dans le sang de tes frères.

L'autre dessin représente un soldat qui jette son fusil en disant : « Vous m'avez armé pour la défense du territoire, je refuse de faire le flic, le renégat et l'assassin. » En dédicace, on lit : « Hommage au soldat Lecoin qu'on a laissé emprisonner. »

Et c'est tout ! Il n'y a pas là de quoi fouetter un chat. Quantité d'écrivains conservateurs ou cléricaux en ont bien dit davantage. Mais il est vrai que nous sommes sous le ministère Berteaux-Monnis, ministère si cher au cœur de M. Jaurès !

Si GRANDJOUAN ETAIT ALLEMAND !

Si Grandjouan était Allemand, dès l'annonce des poursuites intentées contre lui, tout le grain des Arts et des Lettres se serait dressé pour protester. On l'aurait invité à venir à Paris se faire acclamer. Willette aurait prononcé un grand discours, et les brasseries de Montmartre auraient trépidé à son passage, sous les bravos frénétiques des soupeurs.

Mais Grandjouan n'est pas Allemand ; il est né en France, et c'est pourquoi il lui est interdit de faire servir son crayon à la diffusion de la propagande libertaire.

Hans et Zislis furent, pendant quelques jours, les idoles du Cabotinville parisien pour avoir râillé l'insolence des vainqueurs germaniques à l'égard des anexés alsaciens-lorrains.

Grandjouan ne demande pas les applaudissements et les ovations qui furent prodigieuses aux deux dessinateurs d'outre-Rhin ; il réclame tout simplement le droit, pour lui aussi, de râiller la peu courageuse armée qui brutalise en ce moment les Marocains, ces autres annexés...

L'OPINION DE LA PRESSE

Après la Bataille Syndicaliste et l'Humanité, l'Intransigeant proteste à son tour contre l'emprisonnement de Sa-grista.

Notre confrère quotidien s'exprime en ces termes dans le numéro du 16 mai : « Nous n'aimons point nous mêler des affaires de l'étranger, car nous n'aimons point que l'étranger se mêle des nôtres. » Mais l'on peut cependant s'étonner que le dessinateur espagnol Sagrista ait été condamné à neuf ans de prison pour deux dessins politiques.

L'Humanité reproduit, ce matin, ces dessins. Nous reconnaissons bien volontiers que ni « L'hommage à Ferrer », ni le « Tocsin révolutionnaire » ne valent un pareil châtiment et nous comprenons les protestations qui se font entendre contre cette sentence qu'Alphonse XIII, sous l'influence des partis politiques, laisse exécuter. »

Qu'attendent les autres journaux pour protester ?

Et nos humoristes ? Leur silence va-t-il durer plus longtemps ?

FETE ENFANTINE

Dimanche, 21 mai, à 1 h. 3/4, à la Maison Commune, 49, rue de Bretagne, les « Pupilles du 3^e » donneront leur fête annuelle.

Ils joueront : « Les Jeux du Dimanche », séance moraliste de la vie enfantine, composée exprès (livret et musique) par notre ami Charles d'Avray.

Au programme également : chants et récits, par les « Pupilles du 3^e ». Entrée : 50 centimes (gratuit pour les enfants au-dessous de 12 ans).

A Genoux !

Le général Maunoury, commandant la place de Paris, vient de faire connaître aux corps de la garnison que, lorsque, dans une cérémonie à laquelle elle prête son concours, une musique militaire joue la Marseillaise, tous les musiciens doivent être debout.

Il en sera de même lorsqu'une musique militaire jouera, à titre d'honneur, un hymne national étranger.

La Marseillaise étant devenue l'hymne officiel de notre infâme bourgeoisie régnante, nous trouvons excellent qu'elle soit assimilée au Dieu sauve le roi et autres cantiques de cet acabit.

Mais ce n'est pas assez qu'elle soit jouée debout ; nous demandons que les musiciens se mettent à genoux et que, pendant ce temps, un Rothschild, un Dujayel ou un Aynard les bénisse.

Pour la Révolution Mexicaine

Les révolutionnaires mexicains, dont nous avons eu l'occasion de signaler le but de transformation sociale par eux poursuivi dans leur lutte héroïque et déjà terriblement longue, viennent de lancer le manifeste suivant :

Aux travailleurs du monde entier

Camarades,

Il y a environ quatre mois que le drapeau rouge du prolétariat flotte sur les champs de bataille du Mexique, soutenu par des travailleurs émancipés dont les aspirations se résument dans ce sublime cri de guerre : *Terre et Liberté !*

Le peuple mexicain est en rébellion ouverte contre ses oppresseurs et les propagandistes des idées modernes participent à l'insurrection générale. Ces derniers, convaincus de l'inéficacité des panacées politiques pour sauver le prolétariat de l'esclavage économique, ne croient pas à la bonté des gouvernements paternels ni à l'impartialité des lois élaborées par la bourgeoisie. Ils savent que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, et ne comparent que sur l'efficacité de l'action directe. Ils méconnaissent d'ailleurs, le droit « sacré » de propriété, et n'ont empêché les armes pour éléver aucun maître, mais pour faire tomber les chaînes du salariat. Ces révolutionnaires sont représentés par la « Junta organizadora del Partido Liberal mexicano » (51 9 1/2 E. th St., Cal., U. S. A.), dont l'organe officiel, *Regeneración*, explique avec clarté les tendances.

Le Parti Libéral mexicain ne lutte pas pour faire tomber le dictateur Porfirio Diaz et mettre à sa place un autre tyran. Le Parti Libéral mexicain a pris part à l'insurrection actuelle avec la ferme intention d'exproprier la terre et les instruments de travail pour les remettre au peuple, c'est-à-dire à tous et à chacun des habitants du Mexique, sans distinction de sexe. C'est l'acte qu'il considère comme essentiel pour arriver à l'émancipation effective du Mexique.

Il y a également sous les armes un autre parti : le parti antirévolutionnaire, dont le chef, Francisco I. Madero, est un millionnaire. Sa fortune a été créée et augmentée par la sueur et les larmes des travailleurs dans ses propriétés rurales. Ce parti lutte pour rendre « effectif » le droit de vote, et constituer, en somme, une république bourgeoise comme celle des Etats-Unis. Son caractère nettement politique et capitaliste le rend naturellement ennemi du Parti Libéral mexicain, parce qu'il voit dans l'activité des libéraux un danger pour le maintien de la république, qui garantit aux politiciens, aux chercheurs d'emplois, aux « riches », à tous les ambitieux, à ceux qui veulent vivre des souffrances et de l'esclavage du prolétariat la continuation de l'inégalité sociale, du régime capitaliste, la division de la famille humaine en deux classes : exploiteurs et exploités.

La dictature de Porfirio Diaz touche à sa fin, mais la Révolution ne cessera pas de ce seul fait ; sur la tombe de cette ignominieuse dictature, les deux classes sociales : celle des rassasiés et celle des affamés, resteront debout, vis-à-vis l'une de l'autre et les armes à la main : la première prétendant à la prépondérance de ses priviléges, et la seconde à l'abolition de ces priviléges en instaurant un système qui garantisse à tous être humain le Pain, la Terre et la Liberté.

Cette formidable lutte entre les deux classes sociales au Mexique n'est que le premier acte de la grande tragédie universelle qui, bientôt, aura pour scène la surface de notre planète, et dont l'acte final sera le triomphe de l'abolition de ces priviléges en instaurant un système qui garantisse à tous être humain le Pain, la Terre et la Liberté.

Camarades du monde entier, la solution du problème social se trouve dans les mains des déshérités de toute la terre : elle n'exige que la pratique d'une grande vertu : la Solidarité.

Vos frères du Mexique ont eu le courage d'arborer le drapeau rouge, non pas pour une puérile démonstration dans les rues, où l'on a presque toujours quelques arrestations à déplorer, mais pour l'élever fermement sur le champ de bataille comme un défi à cette vieille société que nous cherchons à détruire pour fonder sur un terrain solide la nouvelle société d'Amour et de Justice.

Nos efforts, pour généreux et dévoués qu'ils soient, seraient anéantis par l'action solitaire de la bourgeoisie de tous les pays du monde. Seulement pour avoir vu le drapeau rouge sur les champs de bataille mexicains, la bourgeoisie des Etats-Unis a obligé le président Taft à envoyer 20.000 soldats à la frontière du Mexique et plusieurs navires de guerre dans les ports mexicains. Que font pendant ce temps les travailleurs du monde entier ? Ils se croisent les bras et contemplent comme sur une scène les personnes et les périplées de ce terrible drame, qui devrait émouvoir tous les coeurs, soulever toutes les consciences, faire vibrer intensivement tous les déshérités de la terre et les mettre debout comme un seul homme.

De l'agitation ! C'est le suprême recours du moment. Agitation individuelle des travailleurs conscients ; agitation collective des sociétés ouvrières et de celles de la Libre-Pensée ; agitation dans la rue, au théâtre,

dans le tramway, dans les centres de réunion, dans les foyers, partout où il y aura des préoccupations à nous entendre, des consciences capables de s'indigner, des coeurs que l'injustice et la brutalité du milieu n'ont pas encore endurcis ; agitation au moyen de lettres, manifestes, feuilles, conférences, meetings, par tous les moyens possibles, afin de faire comprendre la nécessité d'agir avec rapidité et énergie en faveur des révolutionnaires du Mexique, qui ont besoin de trois choses importantes : de la protestation mondiale contre l'intervention des puissances.

À Milan, dit-il, n'avait connu que la propagande étroitement réformiste. Aujourd'hui, la section milanaise du parti socialiste ne compte que 500 membres. Pour une ville de 600.000 habitants, c'est peu. La cause ?

— Notre peu de vigueur passée, avoue piteusement un chef socialiste milanaise.

Aussi, pour reconquérir leurs sièges perdus, les arrivistes de la Sociale parlent-ils de faire barrer à gauche.

Il n'est plus temps, espérons-le, d'attendre.

En apprenant à se passer de nous, le peuple se querit des politiciens les plus hypocrites. C'est toujours un résultat, en attendant les autres.

LE SILENCE EST D'OR

Par contre, nous trouvons dans l'Humanité du même jour un article de Compte-Morel qui est à lire et à retenir. On y voit que sous le nom de publicité, la haute banque, en 1910, a versé à la « grande » presse une somme de 50 millions. Ceci sans parler des budgets permanents pour « publicité spéciale » du Crédit Lyonnais, de la Société Générale, etc., etc., qui s'élèvent, pour la première Société, à 1.200.000 francs par an, et pour la deuxième, à près de 3 millions !

Grâce à ces abondants arrosages, la « grande » presse, si prompte à exécuter un financier comme Rochette qui devenait gênant pour ses déviances, n'a pas pipé mot de telles escroqueries du Crédit Lyonnais ou de la Société Générale connues sous le nom d'émission de « Noblesse Russe », de « Rafinerie d'Egypte », d'« Omnium Russes », d'« Oural-Volga » et autres. C'est ainsi qu'un de ces établissements vient de faire perdre 250 millions et l'autre 500 aux gogos français. Il est vrai que de telles opérations permettent à un président d'établissement financier de toucher des émoluments de 2 millions trois cent mille francs ! — ces chiffres sont à rendre maboul — et que les neuf présidents et les neuf directeurs des neuf plus gros établissements de crédit de Paris touchent ensemble 15 millions d'émoluments par an !

Il est vrai aussi que tel journal bourgeois touche par an 700.000 francs, tel autre 600.000, tel autre encore 600.000 pour un seul fermage financier.

Proletaires, méditez.

POUR LA DETENTE

Huit Camarades poursuivis

Décidément la détente s'accentue, et le jour approche où va cesser enfin le « conflit entre la classe ouvrière et le gouvernement de la République » comme dit Jaurès.

N'en doutez pas, nous marchons vers l'apaisement social. Demandez plutôt aux camarades de la Bourse du Travail et du groupe révolutionnaire de Paris.

Pour une affiche aux conscrits apposée en banlieue le 15 septembre dernier, huit d'entre eux sont convoqués, mercredi prochain 24 courant, devant le jury de la Seine pour répondre du double crime d'outrages à l'armée et de provocation de militaires à la désobéissance.

S'il a fallu huit longs mois aux plats valets de la chambre des misés en accusés de la fermeture d'un cercle des étrangers où ceux-ci allaient se faire dépouiller proprement. Huit mille hommes se sont levés pour protester contre cette fermeture, et la protestation écrite a réuni vingt mille signatures. Dans ces nombres, le peuple figure, bien entendu, pour une large part.

Pauvre peuple, qui se lève pour défendre les intérêts de tenanciers de triports et de leurs profitiers, mais que ses propres intérêts laissent indifférent.

Un régime autoritaire donnerait, ma foi, des résultats plus nobles, quand il ne susciterait qu'une poignée de héros régicides.

LA GRANDE ESCROQUERIE

L'Etat — à tout seigneur, tout honneur — devait, fatidiquement la perpétrer. C'est chose faite, sous le nom de retraites ouvrières. Parmi toutes les preuves que l'on en a données, il faut souligner celle-ci, qui passe trop inopercue :

Ladite loi annule, ne l'oublions pas, celle de 1905, accordant aux travailleurs

de 70 ans et aux infirmes un se-
cours mensuel de 10 et 20 francs pour la province et de 30 francs pour Paris.

Mais ceux qui doivent bénéficier de la nouvelle loi auraient été — à quelques centaines près — les assistés de na-
ture.

Il s'agit donc d'un simple virement de compte dont l'Etat profite pour extorquer des sommes énormes à la classe ouvrière.

Et c'est ça que les parlementaires, socialistes en tête, osent présenter comme une Réforme !

Est-ce que cette éclatante démonstration de leurs sinistres pâtrées ne va pas ouvrir complètement les yeux de tous les travailleurs ?

Et, sinon, qu'est-ce qu'il leur faut ?

AVEUX

Dans l'Humanité, Lagardelle, qui l'eût cru ? nous parle de l'Italie. Depuis la sanglante répression des émeutes de

Petits Pavés

DISTINCTIONS HONORIFIQUES

Au moment où la France est affligée d'une pluie torrentielle de décorations, vendredi à l'amiable, une nouvelle nous arrive du Japon nous annonçant que le général Nogi, le vainqueur des Russes, vient d'être nommé instituteur en raison des services qu'il a rendus à son pays.

Dans l'empire du Mikado, on comprend l'honneur de toute autre façon que chez nous. Ici, Nogi a été bombardé, ceci est une façon de parler, grand commandeur

de l'ordre des orang-outangs ou autre ; ou

l'autre, là-bas, où l'instituteur est honoré,

on s'est dit : « Voilà un gaillard qui mérite une récompense suprême, après avoir tué ses semblables, il va instruire les enfants. »

Il faut avouer que ceci ne manque pas de piquant. Je doute que Nogi donne de bonnes leçons à ses élèves, mais je trouve néanmoins que la récompense est infinité plus morale au Japon qu'elle ne l'est été en France. Et quelle belle leçon pour les dirigeants européens qui mettent le sourire au-dessus de l'instituteur alors qu'au Japon c'est le contraire qui a lieu. Voilà qui dénote une mentalité vraiment supérieure. Pourquoi, hélas ! ces sentiments de civilisation élevée s'allient-ils encore, au Japon, avec des monstruosités semblables à celle de l'exécution de Kotoku et de ses amis.

Pourvu toutefois que notre chère (où sommes-nous) République n'imiter pas l'empire japonais. Non mais, voyez-vous le commandant Collet « au nez » de chiens, faire une leçon de morale avec le sujet suivant : « Soyez bons pour les animaux » ?

Ce serait à mourir de rire !

Ou bien encore l'ancien adjoint des Bat-d'Aif, Casanova, qui vient d'assassiner le délégué de la C. G. T. Boizard à Chars, donner à nos moutards une leçon d'histoire contemporaine. Où ! Jouhaux, Yvetot et les autres compagnies de la Confédération, qu'est-ce que vous prendriez pour votre rhume. Et les anarchos ! Ce que nous serions arrangés ! Déjà nos idées sont salement sabotées avec les programmes de l'enseignement actuel : que seraient-ils étaient appliqués par des entraîneurs de sabre. Pauvre Hervé, ce serait alors ton tour d'être mis sur le fumier par une saleté vivante et enseignante.

Alors on pourra voir comme professeur de... franchise, ce capitaine du 11^e, dont les journaux ont oublié de nous donner le nom, qui traite ses subordonnés de meutres. Le lieutenant d'Auzac de Campagnac du 4^e cuirassiers, enseignerait la haine de la colère, le pardon des injures et traiterait en maître les vertus chrétiennes qu'en bon catholique il pratique ; ne viendrait pas d'en donner les preuves en gillant le directeur du journal socialiste La Tribune libre de Cambrai, le citoyen Caudrillier, qui lui avait dit quelques dures vérités, et en lancant une table contre deux amis du journaliste...

La morale enseignée par les preuves servira de la patrie... Ça serait épantant.

Si avec de pareils instituteurs les gosses ne devaient pas devenir des brutes, ou de parfaits crétins, j'adhérais immédiatement à la Ligue des Patriotes.

José Land

Plus ça change ...

Plus c'est la même chose. Et ce n'est pas nous autres, travailleurs anarchistes, qui devons nous en étonner.

Les différents ministères qui se sont succédés au pouvoir depuis l'avènement de la troisième république ne furent autre chose que des gouvernements de défense bourgeois et capitaliste. Ceux-là même qui s'intitulent de défense républicaine, ne le céderont en rien à leurs devanciers pour la tyrannie, les abus de pouvoir, les exactions et autres vilenies du resort de gouvernements qu'ils soient, de quelque étiquette qu'ils se parent.

On a beaucoup fulminé contre le ministre Waldeck-Perrin-Gallifet ; on a voué aux coups de la justice immanente les complices ministériels du grand Flic Clemenceau ; on marqué d'infamie le triste René Malvy, et ce fut que juste. Leurs règnes ne furent qu'une longue suite de méfaits à l'encontre de la classe ouvrière. On a pu même remarquer que plus les ministères paraissaient inclinés à gauche, plus les coups qu'ils assenèrent sur le prolétariat étaient violents et répétés.

Il est inutile de rappeler ici tous les crimes du Pouvoir depuis la clôture de l'affaire Dreyfus. La liste serait trop longue des emprisonnés pour faits de grèves ou délits de manifestation ; ils seraient trop nombreux à citer ceux qui eurent à subir les brutalités des hordes policières lâchées à chaque instant par les classes dirigeantes contre les masses plébéennes. Quant aux morts, quant à ceux que les brutes avinées — soldats, sergents ou gendarmes — ont tués au cours des conflits entre le Capital et le Travail, si on les exhument tous, quelle revue macabre on ferait !

Laissons-les dormir, ces assassinés, et parlons seulement des dernières victimes du ministère cher au citoyen Jaurès, du ministre Monis.

Les camarades ont été mis au courant par les quotidiens. Ils savent comment fut accueillie, à Paris, par Lépine et Monis, l'idée de l'Union des Syndicats de la Seine, de faire le 1^{er} Mai 1911, dans la capitale de la France républicaine, une manifestation calme, une démonstration pacifique dans le genre de ce qui se fait en Angleterre, en Belgique et dans quelques autres pays en puissance de monarches.

L'U. des S. doit être fixée maintenant sur la différence qu'il convient de faire entre les ministères bourgeois : opportunistes, radicaux et socialistes. Le 1^{er} Mai, la rue, à Paris, appartenait au préfet de police et à ses bandes ; les travailleurs en furent chassés brutalement ; et s'ils la garderent en quelques endroits, c'est parce qu'ils l'urent y montrer l'énergie farouche et décidée qu'on aurait dû avoir un peu partout ce jour-là.

Sur certains points de Paris et de la banlieue, des camarades restèrent entre les mains de l'ennemi. Les postes de police cela a été rapporté ici même et dans les journaux socialistes, ouvriers et révolutionnaires — en vinrent de belles. Le passage à tabac, que Clemenceau naguère affirmait avoir été supprimé, se pratiqua d'une façon copieuse : la plupart des manifestants arrêtés se présentèrent devant les tribunaux avec des visages tuméfiés, des corps marbrés par les coups. Ce qui ne les empêcha point d'être condamnés : presque tous pour violences à agents, ce qui est le comble.

Les prisons de la République renferment en ce moment des masses de travailleurs arrêtés un peu partout, lors du dernier Printemps. La Bataille Syndicaliste a mentionné toutes les arrestations. Elle a enregistré les condamnations qui ont atteint presque tous les inculpés. C'est, pour Paris et la banlieue : Devillers, condamné à deux mois ; Soissans à un mois, Théo à dix jours, Laurier à six mois, etc. C'est surtout Le Scornec — agresseur du fils gallois Farciq — condamné à deux ans de prison ; etc., etc. C'est encore tous ceux qu'on a coiffés un peu partout en province.

Qui donc disait que le ministère Monis serait le ministère de l'apaisement ? Il n'y paraît point. Quoique bien jeune encore, il suit glorieusement la trace de ses aînés.

Comme eux, il veut être ce que doit être tout ministère : le vrai chien de garde du Capital, le défenseur des intérêts bourgeois, le paladin des classes privilégiées. Tous ses coups — et ils portent — sont dirigés contre les prolétaires. Ses efforts tendent tous à maintenir sous le joug les esclaves modernes, à faire taire les récalcitrants, à châtier les révoltés.

Et c'est dans l'ordre. Aussi, trêve de jérémiades inutiles, assez de malédictions dont les fripouilles au pouvoir se rient. Des abominations que commettent ceux qui sont les maîtres du moment, ne soyons pas surpris. Ouvriers révolutionnaires, anarchistes, sachons mettre à profit les saletés du régime actuel, ses turpitudes et ses crimes, pour semer dans le cœur du populaire la haine féconde, la haine libertatrice.

Une même incohérence se rencontre dans les actes du gouvernement d'aujourd'hui, comme de ceux qui le précédèrent. Tous les ouvriers arrêtés au cours de la journée du 1^{er} Mai 1911, furent, dès leur arrivée dans les gêles très républicaines que M. Malvy tint sous sa roulotte — sous sa trique serait plus vrai — collés au régime du droit commun. Après protestation des avocats des pri-

sonniers, des prisonniers eux-mêmes et de l'opinion publique, M. le sous-secrétaire d'Etat à la Justice daigna faire savoir que le régime politique serait appliqué aux simples manifestants. Quant à ceux qui se seraient rendus coupables, ou que la fiscalité (le mot n'est pas de M. Malvy) déclarerait s'être rendus coupables de violences et voies de faits sur les agents de la force publique, à eux, la cellule, les fayots pas cuits et l'affreux boule du son du droit commun.

Ceci ne doit pas être ! Si le sous-ministre Malvy est fou, la classe ouvrière, elle, est en pleine possession de sa raison. Elle sait donc de protester de toute la force de ses organisations, et avec tous les moyens dont elle dispose : journaux, réunions, manifestations, etc., contre une telle façon de faire.

Alors que la Camelote Royale ne laisse pas ses amis à l'abandon, et exige pour tous les siens arrêtés, emprisonnés, condamnés ou non, le bénéfice du régime politique, le prolétariat syndiqué ne peut faire moins pour tous ceux qui, le 1^{er} Mai dernier, tombèrent entre les sales pattes des bêtes policières. Le régime politique ne doit pas être le privilège des groupes royalistes, les ouvriers révolutionnaires y ont droit, eux aussi. On doit l'accorder à tous. On l'aura, si nous savons le vouloir.

Cela, d'ailleurs, ne nous raccommodera point avec le régime actuel. La prison politique, c'est toujours la prison. Ce que nous voulons, nous autres travailleurs libertaires, c'est pas de prisons de tout ! Or, comme le système social présent doit en comporter facilement s'il veut vivre et se maintenir, c'est ce système qu'il nous faut sauver, afin que sur ses ruines nous établissions la société d'harmonie, la société sans contrainte ni maîtres.

En citant à leur tête Séverin Rappa, j'estime réaliser un acte de justice. On sait que chaque année, les gens du Salon d'Automne se paient le luxe de refuser un bel artiste. (Ne faut-il pas laisser la place à Mlle Dujardin-Beaumetz, qui d'abord refusée fut reçue lorsque l'on sut qu'elle était la nièce du ministre.) Après Raffaelli, après Ibels, ce fut, l'an dernier, Rappa qui eut les honneurs du « recalage ».

Les portraits d'une intense vérité morale et physique qu'il expose, et où on retrouve même le souvenir de l'heure où ils furent faits, est une triomphale réponse à la haine que les « pompiers enflammés » du Salon des rats manifesteront pour tout artiste conscientieux.

N'était son nom, ils refuseraient aussi Francis Jourdain, qui n'est ni cubiste, ni céniste, ni déformateur, et qui sait faire partager le plaisir qu'il a eu à voir un beau paysage ou des objets de couleurs gaies, harmonieusement juxtaposés, ou qui s'est arrêté, en badois, à voir une station de flacs sous les arbres, et qui nous le raconte, et si simplement et avec des couleurs si fraîches, que nous l'écoutes avec intérêt.

Voici Maurice Robin, qui est un romancier de la couleur, qui voit peut-être trop noir, mais qui sait faire peser un soleil de plomb sur une foule agitée, et qui à notre époque où ce mot et ce qu'il représente sont tombés en désuétude, est un des rares artistes qui sachent ce qu'est un « dessin », cette chose complète où le simple jeu au blanc et des noirs disent et la couleur et la lumière.

Il sera trop long d'énumérer toutes les preuves que Sébastien Faure en a données ; en voici toujours une qui est d'importance. Pour quatre Compagnies de Chemins de fer comptant 60 administrateurs, nous trouvons 5 juifs.

Banque de France, 15 administrateurs, 1 juif.

Comptoir d'Escompte, 12 administrateurs, 1 juif.

Crédit Lyonnais, 13 administrateurs, pas de juif.

Société Générale, 14 administrateurs, pas de juif.

Forges et Acieries de France ; Omnibus ; Ouest Parisien Électrique ; Forges et Chantiers de la Méditerranée ; Mines de Courrières ; Mines de Blanzy, pas de juif.

Il le voit par là, il est complètement faux de dire que tout est entre les mains des juifs.

Si l'antisémitisme est absurde, il est aussi criminel, car le jour où les anti-juifs voudront faire sentir le poids de leur vindicte, ils ne pourront frapper que les petits, car les gros auront eu soin de mettre leur peau en sûreté en flottant à l'étranger, et Sébastien nous cite un exemple : « Au moment où la bande de Max Régis s'était abattue sur Alger, je m'y trouvais et je vis des gens cracher à la figure des juifs... pauvres, naturellement, car les riches avaient déjà pris la fuite. »

Aimé Morris.

P. S. — Le talent de Delannoy, la beauté de sa vie, dépassent l'actualité. Mes lecteurs me pardonneront si je remets à la semaine prochaine l'étude annoncée sur son œuvre. — A. M.

BIBLIOGRAPHIE

Viennent de paraître :

COMPÈRE-RENNARD

Compère-Renard est une nouvelle pièce du Théâtre Social que viennent d'écrire les Editions à Bon Marché, 8, rue de Fécamp, au Havre.

Une brochure, 0 fr. 60 francs.

Chénier s'est attaché surtout à écrire une pièce très simple et très facile à jouer.

La scène se passe sur un chantier de terrassiers et est des plus pathétiques et des plus éducatives.

L'auteur a eu la bonne pensée de faire précéder la brochure de sa pièce du portrait de Jules Durand, l'infortuné secrétaire du Syndicat des ouvriers charbonniers du port, dont on connaît le triste sort.

LA CROSSE EN L'AIR !

La rédition de la Crosse en l'Air est terminée. En vente au Librairie.

(1) Renéfert vient d'illustrer dans « Modern-Bibliothèque » le théâtre de Bernstein de charmants croquis qui reposent des infâmes Cabellises qui enlaidissent ordinairement cette collection.

PROPOS D'UN PAYSAN

Le fiasco, ses suites

Une chose surprise agréablement les révolutionnaires et les réconforte. La foi en la légalité disparut de l'esprit populaire. L'idée qu'il faudra nécessairement recourir à la force et faire soi-même ses affaires semble acceptée par tous. Pour un oui, pour un non, on en appelle à l'action directe.

Les événements de Laurière, cette petite commune du Limousin où pendant une semaine le drapeau rouge est resté arboré au faite de la maison commune en disent long sur ce point. Il n'y a là qu'une biseille de peu d'importance, qui vaut plus par l'attitude des habitants de ce bourg que par les motifs du conflit. N'empêche que c'est un signe des temps nouveaux que nous allons vivre et une preuve entre mille que la magie du mot « République », si puissante il y a quelques années encore, est définitivement perdue.

Bien plus significative et plus efficace est la résistance à peu près générale à la fameuse loi des retraites. Cette escroquerie monumentale qui, jadis, aurait passé comme une lettre à la poste, est d'un accouchement plutôt laborieux. De l'aveu de tous, partisans ou adversaires, c'est un avortement.

Qu'on ne s'y trompe pas. Ce refus des ouvriers à faire leurs versements, cette désobéissance d'un peuple à une loi est un fait caractéristique. Dans l'histoire, le refus populaire d'obéir à une loi a toujours été le commencement d'une révolution triomphante.

Citons quelques exemples : en Angleterre, vers 1642, le peuple refusa d'accepter un impôt de douane (dénommé Ship money), sur les navires marchands. Ce fut le commencement de la Grande Révolution anglaise du dix-septième siècle.

Aux Etats-Unis, cent et quelques années après, la Révolution débute par un soulèvement contre une loi de douane sur les cotonns. Des balles de coton furent jetées à la mer, etc. Ça se termine par la défaite de la métropole et la proclamation de l'indépendance américaine.

En France, en 1788, le refus à peu près général des paysans de payer les dîmes et autres droits féodaux forma la préface de la Révolution qui triompha en 1793.

En France encore, en 1911, le refus des ouvriers et des petits patrons de faire les versements légaux pour les retraites marque une ère nouvelle ; c'est le commencement de la fin.

Jointez à cette résistance la Jacque

de l'Etat, qui a éclaté en Champagne et qui

dans d'autres régions couvre sous la

cendre, et vous conviendrez que la situation est un tantinet révolutionnaire.

Reste à savoir si les ouvriers auront assez d'énergie et de persistance pour pousser la désobéissance jusqu'au bout et s'assurer une victoire définitive.

Je me plaît à rappeler un exemple donné par nos ennemis, mais qui tout de même vaut la peine d'être cité.

Il s'agit de la loi de séparation.

Des cultuelles furent imposées au clergé

catholique pour la dévolution des biens,

meubles et immeubles gérés sous le

régime concordataire par les anciennes

fabricues. A tort ou à raison, l'Eglise catholique refusa net de soumettre à ces dispositions législatives et le Saint-Père de Rome répondit par un non possumus, ce qui est, en latin, une façon de dire que ce n'est pas nous qui irons leur donner un coup de main.

La Bataille Syndicaliste, organe de la

classe ouvrière, contribue plutôt à le

couler, le pauvre petit bateau. Dans

son numéro de samedi dernier elle justifiait pleinement et clairement ce qualificatif d'escroquerie qu'on a donné

pour le début à ces fameuses retraites.

L'Humanité, dans son numéro du

même jour, et par un contraste plai-

sant, nous apportait un article du tonitruant Jaurès, dont je détache ces lignes :

« Ceux qui parlent encore d'escroquerie, ceux qui continuent à dire que l'Etat volera l'argent des retraites, sont obligés dès maintenant de donner des raisons, et ces raisons ne résistent pas à l'examen. »

Et continuant toujours sur le même

ton, il s'efforçait à démontrer dans cet

article que l'Etat est le plus sûr garant

des fonds qu'on peut lui confier sans

craindre. La preuve, d'après lui, c'est

que le nombre des souscrivants à la

Caisse d'épargne va croissant d'année

en année.

C'est facile à comprendre, n'est-ce pas ? Puisque les petits rentiers con-

fient leur épargne à l'Etat avec une

telle désinvolture, c'est une preuve cer-

taine, indéniable, que ce dernier a les

reins solides et qu'il est honnête.

Pourtant, direz-vous, il y a bien des

banques, très prospères en apparence,

dont le nombre des souscrivants s'ac-

croît aussi d'année en année et qui tôt

d'un coup... crac !

Mais ça c'est tout à fait accidentel,

Rochette était un honnête homme qui

trouva sur son chemin un nombre con-

siderable de poires, ne demandant qu'à

se laisser taper...

Au fait, on peut bien faire cette con-

cession à Jaurès : on peut admettre,

sans trop se faire tirer l'oreille, que

l'Etat est encore le plus honnête et le

plus sûr des banquiers. Dans le royaume des aveugles, les borgnes sont rois

et dans celui des requins de la finance

rer que ces déféctuosités ne portent que dans la forme, tandis que pour nous elle est défective, boîteuse, scrofuleuse et cancéreuse, non seulement dans la forme, mais depuis les pieds jusqu'à l'extrémité des cheveux... si elle en a.

Jaurès demande qu'on le lui démontre ; il n'a qu'à consulter la collection de la *Voice du peuple* ou celle du *Libertaire* et il sera édifié.

En supposant même que la loi serait faite d'une autre manière, ce sont toujours les travailleurs qui, directement ou indirectement, verseront dans les caisses capitalistes un large tribut. Quand même le prolo n'aurait pas à débourser un centime, il casquerait malgré tout parce que :

C'est lui qui engrasse les gouvernements ;

C'est lui qui engrasse les patrons ; C'est lui qui équilibre tous les budgets de son sang et de sa sueur.

Mais avoir le toupet de faire la sous-traction sur sa paie, le samedi, n'en l'empêche pas trop, les amis, et vous n'êtes guère roublards. Vous n'entendez rien à l'art de plumer la poule sans la faire crier.

Quant à nous, nous espérons que le prolétariat ne se laissera pas faire et que les Paul-Boncour, les Jean Jaurès et toute la clique des parlementaires capituleront honteusement devant la résistance prolétarienne.

A bas les retraites mortuaires !

J. Gouraud.

ŒUVRE DE LA PRESSE RÉvolutionnaire

Un certain nombre de camarades ont répondu à notre appel : des encouragements pour l'œuvre entreprise nous sont parvenus de divers côtés ; le manque de place nous oblige à notre grand regret, à ne pas insérer une lettre réconfortante d'un camarade anonyme des Bouches-du-Rhône. Que les camarades de province continuent à nous aider, que ceux qui le peuvent nous envoient des fonds et adresses de camarades susceptibles de lire les journaux révolutionnaires et de ceux qui pourraient distribuer des inventus dans les réunions, à la porte des ateliers, dans les syndicats, et aussi nous ferons l'envoi du *Libertaire* et des *Temps Nouveaux*.

En face de l'œuvre de la bonne

presse, institution cléricale, de l'Œuvre des journaux pour tous, d'essence républicaine, dressons l'Œuvre de la Presse révolutionnaire.

La presse révolutionnaire doit être propagée partout, chez l'ouvrier, chez le paysan, chez l'instituteur. Que tous les camarades connus ou inconnus nous aident.

D'accord avec l'administration du *Libertaire* et celle des *Temps Nouveaux*, le groupe fera, à titre de propagande, des abonnements d'un mois à l'un de ces deux journaux ; il suffira d'envoyer au camarade Guichard 0 fr. 50 en timbre-poste, soit le douzième de l'abonnement annuel, pour qu'un camarade reçoive le journal par les soins du groupe. Pour éviter toute indiscretion, les journaux sont envoyés sans que le tiret soit apparent.

Dans sa dernière réunion, l'Œuvre de la Presse révolutionnaire a décidé d'organiser des réunions à Paris. La première sera fêlée le 27 mai ; le lieu sera indiqué dans les journaux.

Toutes les souscriptions reçues seront publiées dans le *Libertaire* et les *Temps Nouveaux*.

Camarades de province, aidez-nous à secouer les journaux révolutionnaires en les répandant partout.

Envoyer fonds et adresses à E. Guichard, 58, rue des Cités, Aubervilliers (Seine).

ŒUVRE DE LA PRESSE REVOLUTIONNAIRE

R. à Tizi-Guizou — Ceux que vous nous citez sont-ils bien anarchistes ? Nous ne le croyons pas. Les fraudeurs de champagne mettent aussi l'étiquette « champagne » sur leurs produits falsifiés.

Recu : X... 0,75 ; E. J. 0,50 ; Coquelle 0,50 ; Dupré 0,25 ; Georges 0,25 ; M. D. 1,00 ; Lab. 0,50 ; Réunion du 12 (collecte) 2,50 ; Anonyme Bouches-du-Rhône 0,75 ; Collecte fédération communiste réuni au foyer populaire de Belleville 4,05. — Total : 11,65. Merci à tous.

AIDONS - NOUS

L'appel fait par le *Libertaire* en faveur de la copine restée seule avec ses quatre enfants n'est pas resté sans écho. La colonie de Pavillons-sous-Bois en prend deux malgré les difficultés de vie présente. Mais elle engage les copains qui n'ont pu répondre à cet appel de solidarité, à envoyer à Pavillons ce qu'ils pourront pour subvenir momentanément aux besoins des gosses (deux fillettes). — Colonne Communiste de Pavillons-sous-Bois, 1 bis, avenue des Pavillons (Seine).

Le bâtiment commence à entrer en branle dans la lutte. Le syndicat va essayer, si ce n'est déjà fait, d'envoyer sur les chantiers des délégués de camarades pour assurer du nombre d'ouvriers occupés, vérifier les cartes confédérées et inviter

L'Agitation

VIENNE. — Retraites et Q.-M.

Le parlementarisme vient de recevoir, à Vienne, un fumégnac dans la personne du citoyen Breiner, maire et député socialiste unifié de notre ville, un personnage qui pouvait passer jusqu'ici pour jour d'une grande popularité. Mais aussi, pourquoi diable s'est mis en tête de venir défendre la loi des retraites ; c'était lancer un défi à la classe ouvrière ; elle l'a relevé et comblé.

Les travailleurs de Vienne savent, comme tous leurs frères, où mirent, quelle formidable escroquerie étais-tu cette loi, et ils l'ont bien fait voir au cher unifié.

Croyant sans doute effacer l'impression laissée par le passage du camarade Blanchard, des métiers, la citoyen député-maire donnait, sans doute, au théâtre, une grande conférence, et c'est devant une salle combée qu'il vint exposer les avantages nombreux (oh ! voui) de la désormais célèbre loi.

Hélas, le résultat ne répond pas à cette attente. Interrrompu, échappé à tout instant, alors que ses contradicteurs — des camarades syndicalistes — étaient frénétiquement applaudis, le conférencier a dû finalement terminer la réunion sous les huées de la salle. Bref, la population a fait l'impudent Q.-M. l'accueillit qu'il méritait.

Il est vrai que, pour mieux l'éclater, les camarades avaient distribué gratuitement, avant la réunion, 1.000 numéros de la *Bataille Syndicaliste* du jour.

Très bonne, excellente journée pour l'antiparlementarisme.

ROANNE

La semaine sociale

Le patronat du port multiplie les provocations contre ses exploitées qui sont arrachées par la force du groupement syndical à imposer à leurs exploitants une augmentation de salaire et de meilleures conditions de travail. Il ne se passe pas de jours où nos camarades n'ont à intervenir pour faire respecter ce qui a été éprouvé des deux parties : déjouant les bas calculs de ces successeurs de sucre et de sang prolétarien pour satiriser leurs vils et lâches instincts de jouisseurs, nos amis, par leur action énergique, ont su les mettre à la raison ; qu'ils persistent dans cette voie en se serrant de plus en plus les coudes autour de l'organisation et bientôt ils seront assez forts pour faire reconnaître le syndicat au patronat, chose qui n'a pu être obtenue lors de la première grève.

Le bâtiment commence à entrer en branle dans la lutte. Le syndicat va essayer, si ce n'est déjà fait, d'envoyer sur les chantiers des délégués de camarades pour assurer du nombre d'ouvriers occupés, vérifier les cartes confédérées et inviter

les non syndiqués à rentrer à l'organisation, faisant ainsi œuvre utile de recrutement. Le blé pousse, la moisson sera féconde.

**

L'animation est toujours grande parmi les travailleurs au sujet de la lameuse retraite des morts. Au cours des réunions syndicales, des listes de protestation sont signées et remises en dépôt à la Bourse du Travail. De son côté, l'administration de la Bourse va s'occuper de faire l'agitation dans les divers quartiers de la ville par des réunions publiques où sera exposée la mystérieuse loi des quinze-milles.

Le gouvernement a envoyé aux municipalités pour être distribués des passe-partouts désespérés. Malgré la pression éhontée, rien n'entamera le dégoût populaire qui est général, à la grande consternation des politiciens.

Daideri.

Vient de paraître : CHAMPS, USINES, ATELIERS

Par Pierre KROPOTKINE

Un volume : 2 fr. 75 ; Franco : 3 fr. 25.

Communications

Grande tournée E. Girault. — Itinéraire. — Clermont 19 mai ; Connéris 20 et 21 mai ; Le Mans 22 et 23 mai ; Tours 24 et 25 mai ; Romorantin 25 mai ; Angers 27 mai ; Tulle 28 et 29 mai ; Thiers 30 mai ; Nantes 31 mai et 1 et 2 juin ; Saint-Nazaire 4 et 5 juin ; Lorient 6 et 7 juin ; Saint-Nazaire 8 et 9 juin ; Douarnenez 10 juin ; Brest 12, 13, 14, 15 et 16 juin ; Saint-Brieuc 17 et 18 juin ; Rennes 18 et 19 juin ; Fougeres 20 ; Alençon 21 et 22 juin ; Le Havre 23 et 24 juin ; Rouen 25 et 27 ; Sotteville 28 ; Oise 29 ; Elbeuf 30 juin et 1er juillet ; Bar-sur-Seine 2 juillet ; Mantes 3 juillet ;

Les camarades, groupes et syndicats organisateurs sont priés de rentrer les salles pour les jours indiqués. Si des localités intermédiaires désirent des conférences, elles sont priées de se hâter. Écrire à E. Girault, Bezons (Seine-et-Oise).

Foyer populaire de Belleville, 5, rue Henri-Chevreau, jeudi 25 mai à 9 heures : Dictature et révolution, jeudi 25 mai à 9 heures : Dictature et révolution, par Boucaille.

Groupe Ouvrier Néo-Malthusien du XX. — 5, rue Henri-Chevreau, lundi 22 mai conférence à 8 h. à salle Fabien, 70, rue des Archives (3^e). 1^{re} Causerie par Guichard : La propagande par les journaux L'Œuvre de la Presse révolutionnaire ; 2^e Proposition pour le congrès de la Fédération.

Fédération Révolutionnaire Communiste. (Groupe des originaire de l'Anjou). — Samedi 20 mai à 8 h. à salle Fabien, 70, rue des Archives (3^e). 1^{re} Causerie par Guichard : La propagande par les journaux L'Œuvre de la Presse révolutionnaire ; 2^e Proposition pour le congrès de la Fédération.

Groupe d'Education sociale. — Vendredi 26 mai à 8 h. à 1/2 du soir, à la coopérative d'Angers-Doué, réunion du groupe ; une causerie sera faite par une camarade sur l'éducation qu'un militaire doit faire à sa compagne.

Tous les camarades, que cette question peut intéresser, sont invités à y assister.

ANGERS

Groupe d'Education sociale. — Vendredi 26 mai à 8 h. à 1/2 du soir, à la coopérative d'Angers-Doué, réunion du groupe ; une causerie sera faite par une camarade sur l'éducation qu'un militaire doit faire à sa compagne.

Tous les camarades, que cette question peut intéresser, sont invités à y assister.

Le samedi 27, conférence par E. Girault dans la salle Guillet-Gardais, faubourg Saint-Michel. Sujet traité : La Guerre qui vient la Révolution prochaine. Au lendemain de la Révolution.

MARSEILLE

Groupe d'Education. — Samedi 20, à 9 h. du soir quai de Rive-Neuve 46, au 4^e, causerie entre copains suivie d'une partie de concert.

Comité de Défense sociale. — Dimanche 21 mai à 6 heures du soir, assemblée générale au siège 41, rue Thibaut.

MOUTY

Groupe d'Etudes sociales. — Réunion hebdomadaire des copains, le samedi 30 mai à 8 h. + du soir salle Deparcys. Ordre du jour : 1^{re} Résultat obtenu au sujet du meeting du 30 avril concernant les retraites. 2^e Distribution de brochures.

Tous les lecteurs du *Libertaire* sont priés d'être exacts.

NIMES

Groupe d'éducation libre. — Samedi, 20 mai à 8 h. 1/2 du soir bar lyonnais, boulevard Gambetta, causerie par M. P. : L'Évolution des masses.

ROANNE

Le groupe artistique intersyndical et coopératif l'Avenir, se réunit : Section du Théâtre : Le mardi de chaque semaine à 8 heures du soir à la Bourse du Travail, Place à l'étude : La *Fille Elisa*.

Section du Chant : Le vendredi de chaque semaine à 8 heures du soir, bourse du Travail. Les camarades qui auraient des aptitudes sont priés de venir se faire inscrire.

SAINT-ETIENNE

Jeunesse Syndicaliste. — Réunion tous les jeudis soir à 8 heures et demie, Causeries éducatives ; Lectures avec commentaires ; Discussions courtes ; Entrée libre à tous. Bourse du Travail, salle 26.

TIERS

Tous les camarades abstentionnistes désireux de prendre part à la lutte antiparlementaire sont cordialement invités à se réunir le samedi 20 courant à 8 h. du soir, Bourse du Travail.

Les copains des environs qui voudraient nous venir en aide sont priés de s'adresser à J. Paris 3, rue Carnot.

Le 27, à 8 h. 1/2 du soir, à la Bourse du Travail, Place à l'étude : La *Fille Elisa*.

Section du Chant : Le vendredi de chaque semaine à 8 heures du soir, bourse du Travail. Les camarades qui auraient des aptitudes sont priés de venir se faire inscrire.

Saint-Étienne

Le 27, à 8 h. 1/2 du soir, à la Bourse du Travail, Place à l'étude : La *Fille Elisa*.

Section du Chant : Le vendredi de chaque semaine à 8 heures du soir, bourse du Travail. Les camarades qui auraient des aptitudes sont priés de venir se faire inscrire.

Petite Correspondance

J. G. — Sommes d'accord. Il est question à la Fédération de prendre cette initiative.

Le *Libertaire* sera reconnaissant au camarade qui pourra lui procurer un *Bulletin de Paris 1909 ou 1910*.

Lédrappier, 81, passage Brady, Paris (10^e), désirent correspondre avec copains types ou imprimeurs habitant l'Algérie, la Tunisie et la Corse.

Le camarade qui envoie des journaux au nom d'Artiques, à Epinay, est prévenu qu'il nous revient avec la mention : parti sans laisser d'adresse.

LEON LACOMBE est informé qu'une lettre urgente l'attend au *Libertaire*.

EMILE TAUPIN et Mme GEEROMS, du Havre, sont priés de donner leur adresse pour affaires les concernant, à Albert-L., à Paris.

JEAN MARIUS. — Voir café Prieur, place St-Louis.

LA FAUVRETÉ par G. Hardy 2 50 2 75

Cartes postales illustrées 0 50 0 60

La santé de la femme 0 05 0 10

L'avortement (Dr Lafaille) 4 40 4 30

Le problème sexuel (V. Mério) 0 45 0 28

Défendons-nous (pour le Néo-Malthusianisme) 0 20 0 25

Le Néo-Malthusianisme est-il moral? 0 20 0 25

L'Education sexuelle (J. Marestan) 2 50 2 75

La loi de Malthus (G. Hardy) 0 75 0 80

WWW

BIBLIOTHEQUE ESPERANTISTE

Premier manuel esperantiste 0 10 0 15

La langue esperanto 0 10 0 15

L'Espéranto 0 10 0 15

L'Espéranto et la littérature 0 10 0 15

L'Esp